

L'accueil des migrants en ville :
Les politiques urbaines et les mobilisations citoyennes en question
Université Toulouse – Jean-Jaurès, 12-13 mai 2022

La restriction mondiale des régimes nationaux d'immigration, accentuée par la pandémie de Covid-19, a fait du sort des migrants bloqués dans leur trajectoire ou enfermés dans un statut illégal ou précaire un enjeu de plus en plus important pour les agglomérations urbaines qui les reçoivent, de façon volontaire ou non. La crise des politiques d'asile et le déclin des pratiques religieuses de solidarité a amené la société civile et les gouvernements locaux à construire des mesures fragmentées et palliatives pour gérer des situations parfois critiques. Tandis que la couverture médiatique et les discours politiques soulignent souvent des administrations submergées et des expressions populaires de rejet, l'interaction avec les populations migrantes peut aussi donner lieu à la tolérance, l'accommodation ou le soutien aux nouvelles populations étrangères (Babels 2018). De nombreuses solidarités citoyennes ont vu le jour pour pallier aux dysfonctionnements des dispositifs d'Etat, soit parce que les acteurs institutionnels ne possèdent pas les compétences liées aux problématiques migratoires, soit parce que l'Etat est lui-même la source du rejet administratif. Dans certains cas, les acteurs locaux font référence à des notions de sanctuaire, d'accueil, et d'hospitalité dans leurs efforts à défendre les droits des migrants et à promouvoir leur accès aux services. D'autres expérimentations dans la protection des migrants sont mises en œuvre sans rhétorique particulière, mais elles représentent néanmoins des positionnements idéologiques qui sont ancrés dans des contextes historiques, institutionnels et philosophiques.

Les maires et autres acteurs locaux qui dénoncent et s'opposent de façon explicite aux politiques nationales restrictives positionnent les municipalités « rebelles » concernées comme des sanctuaires pour des migrants qui risquent la détention et l'expulsion (Furri 2017). Le terme « sanctuaire » prend racine dans un mouvement social et religieux qui a émergé au début des années 1980 pour défendre des demandeurs d'asile centraméricains aux Etats-Unis (Coutin 1993), mais son emploi s'est élargi récemment dans la recherche et dans la société civile, au fur et à mesure que la polarisation politique vis-à-vis de l'immigration a augmenté dans de nombreux contextes nationaux (Darling and Bauder 2019, Lippert and Rehaag 2013). Aux Etats-Unis, le débat sur les « villes sanctuaires » implique désormais des questions institutionnelles concernant la communication et la coopération entre le gouvernement fédéral et les autorités locales dans la pratique de l'identification et la détention des migrants non-autorisés. A travers les Amériques, les politiques municipales conçues pour protéger les migrants tendent à se focaliser sur les enjeux moins conflictuels de l'amélioration de l'accès aux services ou plus largement au respect des droits de la personne (Faret and Sanders 2021). Si les villes ne peuvent pas offrir systématiquement un havre physique et un refuge sûr, le concept de « sanctuaire » soulève néanmoins des questions fondamentales sur les tensions qui peuvent surgir lorsque les gouvernements locaux gèrent les migrations d'une manière qui rentre en contradiction avec les priorités nationales en matière d'application de la loi. Quelles sont les bases pratiques et symboliques des conflits avec les gouvernements nationaux au sujet de l'immigration ? Dans quelle mesure ces luttes autour des politiques migratoires font partie d'une renégociation plus large du rôle et de l'autorité des villes, et d'un écart croissant entre des intérêts urbains et nationaux ? Le principe éthique de non-refoulement des migrants à risque peut-elle s'appliquer aux gouvernements locaux (Blake & Hereth 2020) ? Peu d'attention a été accordée à ces dynamiques dans certains pays du Sud, ou dans des pays qui ne possèdent pas une longue tradition d'immigration.

Par ailleurs, de nombreux maires et conseils municipaux ont émis des messages formels de bienvenue aux migrants, souvent en tant que membres des réseaux nationaux ou internationaux de villes « accueillantes » (Welcoming America aux Etats-Unis ; Cities of Solidarity en Europe). Ces déclarations publiques et appels à l'action sont fondés sur une variété de considérations pratiques, d'enjeux idéologiques et de motivations stratégiques. Certains messages participent à construire une marque urbaine de ville cosmopolite et tolérante de la diversité, ce qui peut contribuer à son rayonnement international. D'autres formulations présentent les immigrés comme une ressource économique potentielle, capable d'endiguer les pertes de population et de stimuler le redressement des zones urbaines en déclin. Dans d'autres cas encore, l'appui aux populations étrangères peut relever d'une stratégie d'affichage de positionnements progressistes et inclusifs à même de séduire une partie de l'électorat local. Dans quelle mesure ces expressions de solidarité avec les résidents d'origine étrangère ont-elles produit des changements politiques de fond ? Les enjeux migratoires ont-ils été intégrés dans la construction des politiques de planification urbaine, de logement, d'éducation, et santé publique dans les villes concernées ? Au-delà des stratégies de communication, les positionnements des gouvernements locaux vis-à-vis de l'immigration peuvent être lus comme des indicateurs des priorités et des aspirations sur le long terme.

Les espaces et les lieux de l'accueil s'entendent au-delà des strictes limites morphologiques de la ville (densité, découpage administratif), étant donnée la place que prennent aujourd'hui les localités péri-urbaines et rurales dans cette géographie de l'hospitalité en Europe, en Amérique et en Afrique (Furri et Lacroix, 2020; Berthomière et al., 2020). Des villes « mondiales » aux bourgs ruraux, les collectivités territoriales s'inscrivent pleinement dans des réseaux d'accueil, volontairement ou involontairement, avec des effets différenciés sur l'ancrage et l'appropriation des lieux par les personnes exilées. Ainsi la question de l'urbanité comme dimension de l'accueil peut-elle se déployer au-delà des configurations classiques de la "ville" au singulier ? De quelle manière l'accueil prend-il forme dans cette géographie plurielle, depuis les localités urbaines (centre-ville, quartiers périphériques), les espaces péri-urbains et jusqu'aux bourgs ruraux ?

Le devoir d'hospitalité envers l'étranger fournit un autre cadre de référence saisissant pour la réception humanitaire des migrants ; les actes individuels et collectifs de solidarité observés dans les espaces frontaliers que les migrants traversent, là où ils attendent la possibilité de le faire ou dans les villes atteintes, peuvent être considérés comme des exemples concrets d'accueil des étrangers dans le besoin, leur offrant sécurité et minimum vital. Les initiatives citoyennes relèvent de différents domaines qui concernent les conditions de vie des migrants : leur venir en aide quotidiennement et les accompagner (hébergement, scolarisation, aide alimentaire, etc...) ; les aider administrativement et légalement (réfugiés en demande d'asile, mineurs isolés, migrants sommés de quitter le territoire...), les orienter vers une insertion professionnelle et une installation à plus long terme. Les formes de solidarités citoyennes anciennes ou qui ont émergé ces dernières années, qu'elles émanent d'associations, de collectifs engagés ou de petites actions individuelles, sont à interroger aujourd'hui. Les initiatives proposées peuvent-elles offrir autre chose que des mesures palliatives, forcément insuffisantes ? De quelle manière les formes de solidarités à l'égard des étrangers ont-elles été vilipendées, criminalisées (Carrère & Baudet 2004), mais parfois discrètement encouragées (Brugère & Le Blanc 2018) ? A quoi correspondrait une politique de l'hospitalité, à part une « réduction dans la domination » des migrants vulnérables par les acteurs et les institutions qui exploitent leur statut précaire (Boudou 2017) ?

Que ce soit dans la perspective des pouvoirs publics locaux ou des initiatives citoyennes, les rapports asymétriques générés dans une démarche d'accueil peuvent soulever des questions qui font miroir à celles inhérentes à la notion même d'hospitalité. Au sens anthropologique, cette

relation à l'autre implique des limites à sa durée et une forme de réciprocité de la part des hôtes (Gotman 2001, Pitt-Rivers 1977). Pendant combien de temps des individus et des groupes de migrants peuvent-ils bénéficier des mesures de protection sans créer une réaction négative ? Dans certains cas, la question de comment la distribution d'aide produit ce que certains acteurs considèrent comme des obligations de la part des migrants (devant prouver leur mérite ou offrir une forme de contribution) se pose. L'origine et la catégorie ethnico-raciale attribuée à ces migrants ont-elles une incidence sur les attentes à leur égard ? Comment le contexte pandémique a-t-il influé sur la perception des migrants et sur la possibilité de leur venir en aide ?

Dans ces dynamiques, la question des perspectives propres aux populations migrantes - depuis leur agentivité plus ou moins contrainte jusqu'aux projets migratoires initiaux ou transformés qui sont les leurs - apparaît également centrale. On sait combien les situations contemporaines peuvent conduire les populations en mobilité à être victimes de discrimination de la part des agents administratifs, ou des populations locales au sens plus large. Les contradictions entre le discours des autorités locales et les formes d'intervention des acteurs locaux chargés de l'application de la loi ne sont pas rares. Elles témoignent souvent d'un décalage entre la perception qu'ont les gouvernements locaux des questions migratoires et la manière dont les populations étrangères vivent les processus d'incorporation urbaine. Dans quelle mesure les politiques d'accueil et les initiatives citoyennes correspondent à des attentes souvent difficiles à lire ? Les niveaux élevés de vulnérabilité et d'invisibilité peuvent contribuer, du point de vue des acteurs migrants, à maintenir une distance avec les institutions, en particulier lorsque le discours d'accueil local coexiste avec des opérations de contrôle et de détention menées par l'Etat. Dans la perspective des expériences quotidiennes de la ville vécues par les populations en situation de migration, comment se manifestent le ton hospitalier du discours officiel et les dispositifs mis en place par les autorités locales ?

Le colloque des 12-13 mai 2022 à Toulouse se propose ainsi d'explorer les processus sous-jacents à la construction des initiatives urbaines d'accueil des migrants, de questionner les cadres théoriques qui les étayent, incluant notamment le devoir d'hospitalité dans une démarche humanitaire, l'offre de « sanctuaire » par des autorités locales en conflit avec l'Etat, ou encore l'image cosmopolite et progressiste de la « ville accueillante ». La rencontre vise à placer ces débats dans un périmètre international, et sera l'occasion de réunir des chercheurs d'Europe, des Amériques, d'Afrique et au-delà, afin d'interroger la réception urbaine des migrants dans des perspectives croisées et attentives à des environnements spécifiques, tant du point de vue de la nature des dynamiques migratoires que des formes d'action existantes. Les approches depuis l'anthropologie, la sociologie, la géographie, la science politique, le droit ou les études urbaines seront les bienvenues, alimentant un dialogue multidisciplinaire et multiscalaire que nous souhaitons fructueux.

Conférenciers invités : Michel Agier (EHESS, IRD), Susan Bibler Coutin (University of California at Irvine), Thomas Lacroix (CNRS – Migrinter)

Comité scientifique d'organisation :

Lionel Arnaud (Université Toulouse III – Paul Sabatier)

Etienne Ciapin (Université Toulouse – Jean Jaurès)

Laurent Faret (Université de Paris)

Annalisa Lendaro (Université Toulouse – Jean Jaurès)

Stephanie Lima (Université Toulouse – Jean Jaurès)

Samuel Malby (Université Toulouse – Jean Jaurès)

Hasnia-Sonia Missaoui (Université Toulouse – Jean Jaurès)

Hilary Sanders (Université Toulouse – Jean Jaurès)

Les langues du colloque seront l'anglais et le français. Merci d'adresser une proposition (environ 500 mots), ainsi qu'une brève biographie (5-10 lignes), pour le 10 janvier 2022 à :

Welcomingmigrants2022@univ-tlse2.fr. Un texte et éventuellement un support visuel résumant la communication seront demandés pour le 30 avril.

Les organisateurs tâcheront de couvrir les frais de mission des jeunes chercheurs qui en feront la demande.

Bibliographie

Agier, M. (2018). *L'étranger qui vient : Repenser l'hospitalité*. Paris: Le Seuil.

Babels (2018). Entre accueil et rejet: ce que les villes font aux migrants. Lyon: Le Passager clandestin.

Bagelman, J. (2015). *Sanctuary City: A Suspended State*. London : Palgrave Macmillan.

Blake, M. & Hereth, B. (2020). Sanctuary Cities and Non-Refoulement. *Ethical Theory and Moral Practice*, 23:457–474.

Berthomière, W., Fromentin, J., Lessault, D., Michalon, B., & Przybyl, S. (2020). L'accueil des exilés dans les espaces ruraux en France : orientations nationales et déclinaisons locales d'une politique de dispersion. *Revue européenne des migrations internationales*, 36-2 (2), 53-82.

Boudou, B. (2017). *Politique de l'hospitalité*. Paris : CNRS Editions.

Brugère, F. & Le Blanc, G. (2018). Le courage de l'hospitalité. Introduction. *Esprit*, 446, 49-53.

Carrère, V. & Baudet, V. (2004). Délit de solidarité. *Plein droit*, 59-60, 14-17.

Coutin, S. B. (1993). *The Culture of Protest: Religious Activism and the U.S. Sanctuary Movement*. Boulder, Colorado: Westview Press.

Darling, J. & Bauder, H. (Eds). (2019). *Sanctuary Cities and Urban Struggles: Rescaling Migration, Citizenship, and Rights*. University of Manchester Press.

Düvell, F. (2012). Transit Migration: A Blurred and Politicised Concept. *Population, Space and Place*, 18(4), 415-27.

Faret, L. & Sanders, H. (Eds) (2021). *Migrant Protection and the City in the Americas*, Palgrave Macmillan, Politics of Citizenship and Migration.

Fitzgerald, D. (2019). *Refuge Beyond Reach: How Rich Democracies Repel Asylum Seekers*. Oxford University Press.

Furri, F. (2017). Villes-refuges, villes rebelles et néo-municipalisme. *Plein droit*, 115 (4), 3-6.

Furri, F. & Lacroix, T. (2020). Les "villes accueillantes" s'organisent en réseau mondial. *De Facto*, 16. URL : <http://icmigrations.fr/2020/02/24/defacto-016-04/>

Glick Schiller, N., & Caglar, A. (Eds). (2010). *Locating migration: Rescaling cities and migrants*. Ithaca: Cornell University Press.

- Goldring, L., & Landolt, (Eds). (2013). *Producing and Negotiating Non-Citizenship: Precarious Legal Status in Canada*. University of Toronto Press.
- Gotman, A. (2001). *Le sens de l'hospitalité. Essai sur les fondements sociaux de l'accueil de l'autre*, Paris : Presses Universitaires de France.
- Huang, X., & Liu, C. Y (2018). Welcoming Cities: Immigration Policy at the Local Government Level. *Urban Affairs Review*, 54(1), 3-32.
- Kauffmann D. (2019). Comparing Urban Citizenship, Sanctuary Cities, Local Bureaucratic Membership, and Regularizations. *Public Administration Review*, 79(3): 443-446.
- Lacroix, T. & Desille, A. (Eds). (2018). *International Migrations and Local Governance: A Global Perspective*. London: Palgrave Macmillan.
- Lippert, R. & Rehaag S. (2013). *Sanctuary Practices in International Perspectives: Migration, Citizenship and Social Movements*, Routledge.
- Marconi, G. & Iglesias, M. (2010). *Managing International Migration in Our Cities*. Venezia: Università Iuav di Venezia - SSIIM Unesco.
- Pitt-Rivers, J. (2012) [1977]. The Law of Hospitality. *HAU Journal of Ethnographic Theory*. 2(1).
- Rabben L. (2016). *Sanctuary and Asylum: A Social and Political History*, University of Washington Press.
- Raffestin, C. (1997). Réinventer l'hospitalité, *Communication*, 65, 165-177.
- Sehtman, A. & Zenteno E. (Eds.) (2015). *Continuidades, rupturas y emergencias. Las desigualdades urbanas en América Latina*. Ciudad de México: UNAM-PUEC.
- UN-Habitat/UNESCO (2012). *Inclusión de los migrantes en las ciudades: Políticas y prácticas urbanas innovadoras*. Madrid: AECID-UNH-UNESCO.
- Varsanyi, M. (Ed.) (2010). *Taking Local Control: Immigration Policy Activism in U.S. Cities*. Stanford University Press.

International conference

Welcoming Migrants in the City: Interrogating Urban Policy and Civic Action

Université Toulouse – Jean Jaurès, May 12th-13th, 2022

Given the global tightening of national immigration regimes, compounded by the Covid- 19 sanitary crisis, the fate of migrants stranded in their trajectories or trapped in unauthorized or precarious legal status has become an increasingly urgent issue for the towns and cities that host them, whether willingly or not. The breakdown in national asylum regimes and the decline of religious practices of solidarity has left civil society and local governments to construct fragmented, palliative measures to manage critical situations (Agier 2018, Rabben 2016). Although media coverage and political discourses frequently highlight overburdened administrations and popular expressions of rejection, confrontation with migrants can also lead to tolerance, accommodation, or even embrace of foreign populations' presence. In some cases, local actors invoke notions of hospitality, welcome, or sanctuary in their efforts to defend migrants' rights and promote their access to services. Many examples of solidarity from civil society have emerged in order to mitigate the dysfunction of governmental action, either because institutional actors do not have sufficient competence in managing migration, or because the State is itself the source of administrative rejection. In some cases, local actors refer to the notions of sanctuary, welcome, or hospitality in their efforts to defend the rights of migrants and to promote their access to services. Other local experiments in migrant protection are undertaken without a specific rhetoric, but they nonetheless represent ideological stances based in distinct historical, institutional, and philosophical contexts.

The mayors and other urban stakeholders that explicitly oppose and denounce restrictive State policies position the “rebellious” towns and cities involved as sanctuaries for migrants who risk detention and deportation (Furri 2017). The term “sanctuary” is rooted in a particular social and religious movement that emerged in the early 1980s in defense of Central American asylum-seekers in the United States (Coutin 1993), but its use has broadened among scholars and civil society actors in recent years, as political polarization around immigration issues has increased in many national contexts (Darling and Bauder 2019, Lippert and Rehaag 2013). In the United States, the debate about “sanctuary cities” now involves institutional questions about communication and cooperation between the federal government and local authorities in the practice of identifying and detaining unauthorized migrants. Throughout the Americas, municipal policies designed to protect migrants tend to focus on the less contentious issue of improving access to services or on the respect of human rights, more broadly (Faret and Sanders 2021). Although cities clearly cannot provide a physical safe haven to migrants, the concept of “sanctuary” nevertheless raises important questions about the tensions that can arise when local governments manage migration in a way that runs counter to national enforcement priorities. What are the practical and symbolic bases of conflict with national governments on migration issues? To what extent are these struggles over immigration policy part of a broader renegotiation of the role and authority of cities, and the reflection of a growing divide between urban and national interests? Can the ethical principle of non-refoulement of migrants at risk be applicable to local governments (Blake & Hereth 2020)? Little attention has been paid to these dynamics in countries outside the Global North, or in countries without long histories of receiving migrants.

In addition, many mayors and municipal councils have formally issued messages of welcome to migrants, often as part of larger networks of cities (Welcoming America in the United States; Cities of Solidarity in Europe). These public declarations and calls to action are based on a diverse array of practical considerations, ideological concerns, and strategic motivations. Some

participate in branding cities as internationally-oriented and tolerant of diversity, raising their cosmopolitan profile. Others present immigrants as a potential economic benefit, capable of stemming population loss and stimulating the development of urban areas in decline. How much have these expressions of solidarity with immigrants resulted in actual change? To what extent have migration issues become part of policy-making in urbanism, housing, education, and the distribution of health services in these towns and cities? More than mere communications strategies, the positions that city leaders take on immigration indicate long-term aspirations and priorities.

The spaces and places of welcome can be understood to exist beyond the strict morphological limits of the city (in terms of density and administrative borders), given the role that suburban and rural areas have assumed in this geography of hospitality in Europe, in America, and in Africa (Furri et Lacroix, 2020; Berthomière et al., 2020). From “global” cities to rural towns, local governments have been integrated into networks of welcome, voluntarily or involuntarily, with differentiated effects on the incorporation and the appropriation of space by exiled populations. Thus, can the question of urbanity as a dimension of welcome be applicable beyond the classic configurations of the “city” in the singular? How can welcoming take form in this variegated geography, from urban areas (city center, peripheral neighborhoods) and suburban spaces to rural towns and villages?

The duty of hospitality towards the stranger provides a compelling frame of reference for the humanitarian reception of migrants; the individual and collective acts of solidarity that occur in the border towns where migrants cross or wait for the opportunity to do so, and in the cities that they reach, can be seen as concrete examples of actors playing host to foreigners in need, offering security and the basic necessities for survival. Civil society initiatives are constructed in relation to the different aspects of migrants’ living conditions : assisting and accompanying them in daily life (housing, education, food aid, etc.) ; helping them with legal and administrative procedures (asylum applications, unaccompanied minors, deportation orders...), guiding them towards job opportunities and the possibility of long-term settlement. The forms of civil society solidarity, whether they are well-established or recently emerged, from organized movements or individual actions, deserve closer scrutiny. Can these initiatives offer anything besides palliative measures that are necessarily insufficient? In what ways have the forms of solidarity towards foreigners been vilified, criminalized (Carrière & Baudet 2004), but also discretely encouraged (Brugère & Le Blanc 2018) ? What could a politics of hospitality resemble, other than a “reduction in domination” of vulnerable migrants by the actors and the institutions that exploit their precarious status (Boudou 2017) ?

Whether from the perspective of local governments or from civil society initiatives, the asymmetrical dynamics created by efforts to welcome migrants raise questions that mirror those inherent to the notion of hospitality itself. Anthropologists have shown that this relationship to the other implies limits to its duration and a form of reciprocity on the part of guests (Gotman 2001, Pitt-Rivers 1977). How long can individuals and groups of migrants benefit from measures of protection without creating backlash? In some cases, the dispensing of aid produces what some actors consider to be obligations on the part of migrants receiving it, to demonstrate their deservingness or offer a form of contribution. Do the national origin and racial categorization attributed to these migrants have an impact on these expectations? How has the pandemic context influenced the perception of migrants and the possibility of providing them with aid?

In these dynamics, the question of migrants’ own perspectives – from their varying degrees of agency to their evolving migratory project – is also fundamental. In many current contexts, migrants are clearly victims of discrimination by administrative agents or by local populations, broadly speaking. Contradictions between the discourse of local authorities and the forms of intervention by agents responsible for enforcing the law are not uncommon. They are often the

sign of inconsistencies between the perception of migratory issues by local governments and the way foreign populations experience the process of urban incorporation. To what extent do welcoming policies and civil society initiatives correspond to needs and expectations that are often difficult to ascertain? The high levels of vulnerability and invisibility can contribute, from the point of view of migrants, to maintaining distance with institutions, especially when the local discourse of welcome coexists with on-going State enforcement and detention operations. From the perspective of the daily urban interactions experienced by migrant populations, how does the hospitable tone of official discourse and local governmental action manifest itself?

This symposium in Toulouse, France (May 12th-13th, 2022) thus proposes to explore the underlying processes in the construction of welcoming initiatives towards migrants in urban areas, to question the theoretical frameworks that support them, including the duty of hospitality in humanitarian action, the offer of “sanctuary” by local authorities in conflict with the State, and the cosmopolitan and progressive image of the “welcoming city”. The conference aims to continue these lines of analysis in an international perspective, by bringing together scholars from Europe, the Americas, Africa, and beyond, in order to interrogate the urban reception of migrants from perspectives that are complementary and attentive to specific environments, in terms of the characteristics of migration dynamics and the existing forms of action. Approaches from anthropology, sociology, geography, political science, law, and urban studies are welcome, in order to participate in a multidisciplinary and multi-scalar dialogue that we hope can make a significant contribution to the field.

The languages of the conference will be English and French. Proposals of approximately 500 words, as well as a short biography (5-10 lines) should be sent before January 10th 2022 to Welcomingmigrants2022@univ-tlse2.fr. A text and, if possible, slides offering a visual outline of the presentation, should be sent by April 30th.

The organizers will offer funding for travel expenses for the junior researchers that request it.

Confirmed keynote speakers: Michel Agier (EHESS, IRD), Susan Bibler Coutin (University of California at Irvine), Thomas Lacroix (CNRS – Migrinter)

Program & organizing committee :

Lionel Arnaud (Université Toulouse III – Paul Sabatier) Etienne Ciapin (Université Toulouse – Jean Jaurès)

Laurent Faret (Université de Paris)

Annalisa Lendaro (Université Toulouse – Jean Jaurès) Stephanie Lima (Université Toulouse – Jean Jaurès) Samuel Malby (Université Toulouse – Jean Jaurès) Hasnia-Sonia Missaoui (Université Toulouse – Jean Jaurès) Hilary Sanders (Université Toulouse – Jean Jaurès)

Bibliography

Agier, M. (2018). *L'étranger qui vient : Repenser l'hospitalité*. Paris: Le Seuil.

Babels (2018). *Entre accueil et rejet: ce que les villes font aux migrants*. Lyon: Le Passager

clandestin.

Bagelman, J. (2015). *Sanctuary City: A Suspended State*. London : Palgrave Macmillan.

- Blake, M. & Hereth, B. (2020). Sanctuary Cities and Non-Refoulement. *Ethical Theory and Moral Practice*, 23:457–474.
- Berthomière, W., Fromentin, J., Lessault, D., Michalon, B., & Przybyl, S. (2020). L'accueil des exilés dans les espaces ruraux en France : orientations nationales et déclinaisons locales d'une politique de dispersion. *Revue européenne des migrations internationales*, 36-2 (2), 53-82.
- Boudou, B. (2017). *Politique de l'hospitalité*. Paris : CNRS Editions.
- Brugère, F. & Le Blanc, G. (2018). Le courage de l'hospitalité. Introduction. *Esprit*, 446, 49-53.
- Carrère, V. & Baudet, V. (2004). Délit de solidarité. *Plein droit*, 59-60, 14-17.
- Coutin, S. B. (1993). *The Culture of Protest: Religious Activism and the U.S. Sanctuary Movement*. Boulder, Colorado: Westview Press.
- Darling, J. & Bauder, H. (Eds). (2019). *Sanctuary Cities and Urban Struggles: Rescaling Migration, Citizenship, and Rights*. University of Manchester Press.
- Düvell, F. (2012). Transit Migration: A Blurred and Politicised Concept. *Population, Space and Place*, 18(4), 415-27.
- Faret, L. & Sanders, H. (Eds) (2021). *Migrant Protection and the City in the Americas*, Palgrave Macmillan, Politics of Citizenship and Migration.
- Fitzgerald, D. (2019). *Refuge Beyond Reach: How Rich Democracies Repel Asylum Seekers*. Oxford University Press.
- Furri, F. (2017). Villes-refuges, villes rebelles et néo-municipalisme. *Plein droit*, 115 (4), 3-6.
- Furri, F. & Lacroix, T. (2020). Les "villes accueillantes" s'organisent en réseau mondial. *De Facto*,
16. URL : <http://icmigrations.fr/2020/02/24/defacto-016-04/>
- Glick Schiller, N., & Caglar, A. (Eds). (2010). *Locating migration: Rescaling cities and migrants*. Ithaca: Cornell University Press.
- Goldring, L., & Landolt, (Eds). (2013). *Producing and Negotiating Non-Citizenship: Precarious Legal Status in Canada*. University of Toronto Press.
- Gotman, A. (2001). *Le sens de l'hospitalité. Essai sur les fondements sociaux de l'accueil de l'autre*, Paris : Presses Universitaires de France.
- Huang, X., & Liu, C. Y (2018). Welcoming Cities: Immigration Policy at the Local Government Level. *Urban Affairs Review*, 54(1), 3-32.
- Kauffmann D. (2019). Comparing Urban Citizenship, Sanctuary Cities, Local Bureaucratic Membership, and Regularizations. *Public Administration Review*, 79(3): 443-446.
- Lacroix, T. & Desille, A. (Eds). (2018). *International Migrations and Local Governance: A Global Perspective*. London: Palgrave Macmillan.
- Lippert, R. & Rehaag S. (2013). *Sanctuary Practices in International Perspectives: Migration, Citizenship and Social Movements*, Routledge.

Marconi, G. & Iglesias, M. (2010). *Managing International Migration in Our Cities*. Venezia: Università Iuav di Venezia - SSIIM Unesco.

Pitt-Rivers, J. (2012) [1977]. *The Law of Hospitality*. *HAU Journal of Ethnographic Theory*. 2(1).

Rabben L. (2016). *Sanctuary and Asylum: A Social and Political History*, University of Washington Press.

Raffestin, C. (1997). « Réinventer l'hospitalité », *Communication*, 65, 165-177.
Sehtman, A. & Zenteno E. (Eds.) (2015). *Continuidades, rupturas y emergencias. Las*

desigualdades urbanas en América Latina. Ciudad de México: UNAM-PUEC.
UN-Habitat/UNESCO (2012). *Inclusión de los migrantes en las ciudades: Políticas y prácticas*

urbanas innovadoras. Madrid: AECID-UNH-UNESCO.

Varsanyi, M. (Ed.) (2010). *Taking Local Control: Immigration Policy Activism in U.S. Cities*. Stanford University Press.